

La flambée du vote « anti-système »

Stratégies et perspectives d'évolution des droites extrêmes

Dans plusieurs des pays membres de l'Union européenne², les partis à la confluence de la vieille droite radicale ouest-européenne et du populisme moderne, malgré des pedigrees politiques variés, convergent unanimement, depuis plusieurs années, vers certains des thèmes centraux du discours classique de l'extrême-droite : anti-immigration, exploitation autoritaire des enjeux liés à la criminalité et au sentiment d'insécurité, programme économique hybride intégrant des orientations néo-libérales et la défense des systèmes nationaux de protection sociale, et mobilisation de toutes les formes existantes de ressentiment envers les grandes formations de gouvernement³.

Le tarissement de l'offre électorale

Parmi les facteurs clés expliquant cette flambée de l'extrémisme, figure d'abord l'évolution structurelle de nombreux systèmes politiques, marquée par un essoufflement de l'offre électorale. Ce « vide », inhérent à la coopération croissante entre partis dominants (Autriche, Pays-Bas, Scandinavie) ou à l'enchaînement d'alternances aux effets difficilement perceptibles par une partie de l'électorat (France), a permis aux formations d'extrême-droite et de droite populiste de prétendre incarner une « vraie » alternative. À quoi s'ajoutent l'incapacité grandissante des principaux partis ouest-européens à intervenir en qualité d'agents de représentation, d'intégration et de mobilisation des individus, et la perception de machineries partisanes déconnectées des préoccupations citoyennes.

Des repères identitaires de plus en plus flous

Autre raison : le brouillage des repères identitaires fondamentaux imputable au déplacement

des partis de gouvernement vers le centre de l'échiquier électoral. En désertant son habituel terrain économique au profit de thèmes libertaires en matière sociale, la gauche a abandonné une grande partie de sa clientèle ouvrière traditionnelle à une gauche plus radicale et à l'extrême-droite. La brèche ouverte par la droite a permis aux formations extrêmes d'exacerber la demande d'ordre et d'autorité émanant des opinions publiques. En offrant un mode d'identification collective bâti sur un « nous » national fantasmé et, surtout, un modèle alternatif de redistribution des ressources (la « préférence nationale »), le projet populiste, assorti de démagogie anti-fiscale, suggère aux couches sociales les plus fragilisées de réactiver le pacte de solidarité fondé dès l'après-guerre sur la mise en place de l'État-providence (retraites, santé, éducation), et mis à mal au début des années 1980.

La délicate gestion d'un patrimoine « anti-système »

Reste que les perspectives d'évolution des droites extrêmes demeurent fortement contrastées. Si la plupart des grands enjeux sociétaux qui les ont propulsées sur le devant de la scène européenne ont toutes les chances de rester fichés au cœur du débat public, certains handicaps de fond sont susceptibles de restreindre leur potentiel d'expansion. Leur assise sociologique, jusqu'ici garante de leur succès, pourrait s'avérer plus instable, compte tenu du déclin structurel des groupes sociaux (petite bourgeoisie et électeurs venus du monde ouvrier) qui composent le gros de leurs troupes électorales. Enfin, ces partis, payant le prix de leur propre succès électoral, se trouvent confrontés à la difficile gestion du patrimoine « anti-système », comme vient de le montrer le scrutin autrichien.

Le revers cuisant subi en novembre dernier par le FPÖ¹, en Autriche, ne doit pas faire illusion : les dernières consultations électorales au Danemark, en France, en Norvège ou aux Pays-Bas ont toutes marqué l'essor et la consolidation des formations d'extrême-droite.

Un réseau unique en son genre

Mis sur pied en septembre 2000 pour répondre à l'absence de recherche comparative empirique sur la nature des électorats des droites populistes et extrêmes, le réseau EREPS (*Extreme Right Electorates and Party Success*) réunit une douzaine de spécialistes européens de l'extrême-droite et alimente une base de données unique en Europe réunissant les enquêtes post-électorales dans huit pays depuis la fin des années 1970.

<http://cidsp.upmf-grenoble.fr/guest/ereps>

1/ Freiheitliche Partei Österreichs, le parti de Jörg Haider.

2/ Cf. Ivaldi (Gilles). 2000, L'extrême-droite en Europe occidentale. Problèmes Politiques et Sociaux, La documentation Française, n° 849.

3/ Cf. Ivaldi (Gilles). 2002, « Europe. Pousée de la droite extrême et populiste ». In De Montbrial (Thierry), Moreau Defarges (Philippe) (dir.). Les grandes tendances du monde. Rapport RAMSES 2003, Dunod-Institut français des relations internationales (IFRI).

LE POIDS ÉLECTORAL DES PRINCIPAUX PARTIS EXTRÊMES EN EUROPE OCCIDENTALE

Pays	Parti politique	Dernière élection législative	Suffrages exprimés	Nombre de sièges
Allemagne	Republikaner + Nationaldemokratische Partei Deutschlands	Septembre 2002	1 %	0 sur 603
Autriche	Freiheitliche Partei Österreichs	Novembre 2002	10,1 %	19 sur 183
Belgique	Vlaams Blok	Juin 1999	9,9 %	15 sur 150
Danemark	Dansk Folkeparti	Novembre 2001	12 %	22 sur 175
France	Front national	Mai 2002	11,1 %	0 sur 577
Grande-Bretagne	British National Party	Juin 2001	-	-
Italie	Alleanza Nazionale Lega Nord	Mai 2001 Mai 2001	12,0 % 3,9 %	99 sur 618 30 sur 618
Norvège	Fremskrittspartiet	Septembre 2001	14,7 %	26 sur 165
Pays-Bas	Lijst Pim Fortuyn	Mai 2002	17,0 %	26 sur 150

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche au CNRS
Centre d'informatisation des données socio-politiques (CIDSP)
CNRS-Institut d'études politiques de Grenoble-Université Grenoble 2
Tél. : 04 76 82 60 51
Télécopie : 04 76 82 60 50
Mél : ivaldi@cidsp.upmf-grenoble.fr
<http://www.cidsp.com>